

Mouvement étudiant mexicain de 1968 : que s'est-il passé au Yucatan et quelles furent les réactions de la presse ?

Pedro Echeverría V.

2009

Les héritages de Mai 68 ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1064191ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1064191ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département des littératures de langue française

ISSN

2104-3272 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Echeverría V., P. (2009). Mouvement étudiant mexicain de 1968 : que s'est-il passé au Yucatan et quelles furent les réactions de la presse ? *Sens public*. <https://doi.org/10.7202/1064191ar>

Article abstract

À la veille des jeux Olympiques, le Mexique connaît de juillet à début octobre 1968 une période de troubles violents qui ne se résument pas au seul massacre de Tlatelolco. Né dans un contexte d'injustice sociale et de répression des voix contestataires, le mouvement de mécontentement, influencé par des événements politiques et des courants de pensée provenant d'autres parties du monde, implique étudiants et ouvriers. Il marque durablement le Mexique, même si la presse et le pouvoir tentent de l'étouffer, en provoquant une nouvelle orientation du discours politique vers plus d'équité, une certaine libéralisation de la société et une prise en compte des minorités. Bien que le porrismo perdure et que l'organisation des étudiants en vue d'une opposition constructive soit encore insuffisante, comme le montre l'étude des événements au Yucatan.

Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0) Sens-Public, 2009



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>



Revue internationale
International Webjournal
www.sens-public.org

Mouvement étudiant mexicain de 1968

Que s'est-il passé au Yucatan et quelles furent
les réactions de la presse ?

PEDRO ECHEVERRÍA V.

Resumen: Si se conocen los sucesos acaecidos en México en 1968 en vísperas de las Olimpiadas , el caso de Yucatán ha sido menos estudiado. Resulta por lo tanto útil volver sobre las causas internas y externas del movimiento, su cronología (entre julio y octubre de 1968) y comprensión según los periódicos de la época tanto como sobre sus consecuencias en la sociedad en términos de apertura y liberalización y sobre las organizaciones estudiantiles y su dificultad para construirse como fuerza constructiva de oposición.

Résumé: À la veille des jeux Olympiques, le Mexique connaît de juillet à début octobre 1968 une période de troubles violents qui ne se résument pas au seul massacre de Tlatelolco. Né dans un contexte d'injustice sociale et de répression des voix contestataires, le mouvement de mécontentement, influencé par des événements politiques et des courants de pensée provenant d'autres parties du monde, implique étudiants et ouvriers. Il marque durablement le Mexique, même si la presse et le pouvoir tentent de l'étouffer, en provoquant une nouvelle orientation du discours politique vers plus d'équité, une certaine libéralisation de la société et une prise en compte des minorités. Bien que le *porrismo* perdure et que l'organisation des étudiants en vue d'une opposition constructive soit encore insuffisante, comme le montre l'étude des événements au Yucatan.

Les héritages de Mai 68 ?

Sommaire-liens du dossier

Envois de 68

68, sans fin

ÉCHANGES AVEC JEAN-LUC NANCY, CAROLE DELY

A la recherche de 68

JÚLIA LÁNGH

Soixante-huitards (Fleurs d'utopie sur l'asphalte des grandes villes)

GYÖRGY KONRÁD

Souvenirs singuliers des années 68, etc.

MICHÈLE LE DOEUFF

Vingt ans en 68

GENEVÈVE FRAISSE

Cosmopolitique de 68 en Europe et ailleurs

La classe politique prise de panique en Mai 1968 : comment la guerre civile fut évitée ?

MATTEI DOGAN

L'iconographie de Mai 68 : un usage intentionnel du photoreportage noir et blanc ou couleur. L'exemple de Paris Match (mai-juin 1968)

AUDREY LEBLANC

Sous les pavés de la capitale, la plage de la Croisette

LAETITIA BALTZ

À la recherche de l'autonomie : le groupe 'Socialisme ou Barbarie' et Mai 68

CHRISTOPHE PREMAT

Démocratie et opposition extraparlamentaire en Allemagne sous la Grande Coalition

NIALL BOND

Mouvement étudiant mexicain de 1968 : que s'est-il passé au Yucatan et quelles furent les réactions de la presse ?

PEDRO ECHEVERRÍA V.

Mai 68 dans la presse catholique portugaise

SANDRA DUARTE

Devenirs de 68

Les héritages contestataires de Mai 68

IRÈNE PEREIRA

Mai 68, le conflit des interprétations

CHRISTOPHE PREMAT

May 68. A contested history

CHRIS REYNOLDS

A propos de Jakob Robert Schmid

DOMINIQUE OTTAVI

1968, 1998, 2008 : le théâtre et ses fractures générationnelles

MARION DENIZOT

Emancipation ou aliénation sexuelle ? La révolution des mœurs en débat

CHRISTOPHE PREMAT

Mouvement étudiant mexicain de 1968¹

Pedro Echeverría V.²

Introduction

On a écrit des dizaines de milliers de pages dans des livres, des revues et des journaux au sujet des mouvements étudiants de 1968 au Mexique. Seul peut-être le nombre de textes publiés sur la révolution mexicaine est-il en mesure de les surpasser. Même si le mouvement de 1968 s'est déroulé dans la ville de Mexico et dans une moindre mesure dans deux ou trois autres villes, on a pu dire, du fait de l'importance de ses conséquences sociopolitiques, qu'il a représenté une « ligne de partage des eaux » dans l'histoire récente de notre pays.

Au Yucatan, exception faite d'un bref meeting, du hissement d'un drapeau et d'une petite manifestation qui partit du bâtiment central de l'université, on n'a relevé aucune activité indépendante publiée par un journal local. Ceux-ci, par contre, publièrent des communiqués de chefs d'entreprise et de politiques appuyant le gouvernement de Díaz Ordaz et condamnant le mouvement étudiant. Cette manifestation, qui suivit la rue 60 et l'aristocratique Paseo de Montejo, et compta avec la participation de quelques 800 étudiants — le recteur en tête—. L'objectif était de protester contre l'occupation de l'UNAM (Université Nationale Autonome de Mexico) par l'armée fédérale sur ordre du gouvernement.

Afin de déterminer comment fut perçu le mouvement étudiant dans le Yucatan et ce que fut le comportement des étudiants yucatèques, de même que la participation d'autres secteurs, durant la période qui s'étend du 22 juillet au 5 octobre 1968, j'ai dépouillé les trois seuls journaux publiés à l'époque – le *Diario de Yucatán*, fondé en 1925 ; *Novedades de Yucatán*, qui parut en 1965, et le *Diario del Sureste*, paru en 1931 – en recherchant les informations, les articles d'opinion et les éditoriaux.

Ces trois journaux yucatèques cités plus haut, suivant la grande presse publiée dans la ville de Mexico, reflétèrent invariablement une position hostile de condamnation envers le mouvement

¹ Version originale en espagnol, voir en ligne : [Revista latina de Comunicación Social, 13](#)

² Pedro Echeverría V. (1999), Professeur, Université Autonome du Yucatán (Mérida, Mexique).

étudiant, et de soutien aux déclarations du gouvernement, des chefs d'entreprise, du clergé et des hommes politiques du PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel) et du PAN (Parti d'Action Nationale) contre les leaders étudiants. Le mouvement fut constamment accusé: 1. d'être au service du communisme international ; 2. d'être infiltré par la CIA ; 3. d'être contrôlé par des agitateurs professionnels ; 4. de vouloir boycotter les Jeux Olympiques, et 5. de chercher la destruction du pays.

Le mouvement étudiant, comme tous les mouvements indépendants des travailleurs – les luttes paysannes d'Emiliano Zapata et Francisco Villa durant la révolution ; les luttes ouvrières des années 20, cinquante ou soixante ; les luttes des professeurs en 1956-58 et en 1989 ; celle des médecins en 1965-66 ; celle des étudiants durant les années soixante et celle des indigènes du Chiapas dans les années 90 fut vilipendé, calomnié et déformé par ses puissants ennemis afin de l'affaiblir et de le détruire.

Les journaux du Yucatan, —s'ils s'étaient honnêtement voulu impartiaux— auraient pu envoyer des correspondants dans la ville de Mexico afin de recueillir directement l'information des parties en lutte, comme le firent les deux seuls journaux *l'Excelsior* et *El Día* et la revue *¿Por qué?* Mais ils préférèrent se nourrir des bulletins officiels et des sources qui faisaient campagne contre le mouvement étudiant et qui appuyaient ouvertement le gouvernement. Mais ce n'est pas tout : ils offrirent leurs colonnes aux auteurs d'articles qui réclamaient la répression du mouvement pour le succès d'une « patrie ordonnée et généreuse » au service du capital.

Trente ans après 1968, le mouvement étudiant a été reconnu comme l'un des combats les plus importants contre l'autoritarisme, la dictature, pour l'établissement de la démocratie et de la justice sociale. Parmi les catégories moyennes qui vont à l'école, au bureau, et aussi dans les syndicats et les partis, les relations de pouvoir sont beaucoup moins despotiques et autoritaires qu'avant 1968, même si trois décennies après ce mouvement la situation économique et politique de la majorité de la population n'a presque pas changé.

Causes du mouvement

Le pays était gouverné par une élite qui depuis toujours avait été au service des grands capitalistes propriétaires d'entreprises, de banques, d'affaires financières, de grands commerces et de gigantesques superficies de terres. Le président de la République en fonction était Gustavo Díaz Ordaz ; le secrétaire du Gouvernement, Luis Echeverría Alvarez ; le chef du département du DF, Alfonso Corona del Rosal ; le chef de l'armée fédérale était Marcelino García Barragán et les partis politiques associés au pouvoir par voie législative étaient le PRI, le PAN, le Parti Populaire Socialiste (PPS) et le Parti authentique de la révolution mexicaine (PARM). La gauche radicale se

composait de maoïstes, de spartacistes, de trotskistes, de guevaristes ; le Parti communiste représentait la gauche para officielle.

Dans le pays on vivait l'épuisement du modèle de « développement stabilisateur ». Initié en 1954, il avait créé des richesses qui, au lieu d'être distribuées équitablement, n'avait profité qu'à un petit secteur de grands chefs d'entreprise. Tant dans le gouvernement de Ruiz Cortines que dans celui de López Mateos et de Díaz Ordaz, on était parvenu à consolider une grande bourgeoisie bureaucratique et financière qui, associée au capital nord américain, dominait l'économie et la politique nationale. Les paysans, les ouvriers, les employés, les étudiants, pauvres et marginalisés, ne trouvaient pas non plus d'intéressantes perspectives de vie. Mais le consumérisme et l'aliénation grandissaient dans les classes moyennes.

Les ouvriers du chemin de fer emmenés par Demetrio Vallejo et Valentin Campa se retrouvaient en prison accusés de « dissolution sociale » selon l'article 145 du code pénal, de même que certains instituteurs de la section IX, des leaders des mouvements étudiants de Puebla, Michoacan et Guerrero, des paysans accusés d'envahir les terres, des dizaines d'hommes politiques qui furent liés aux luttes armées ou accusés de terrorisme, et d'autres enfin qui furent leaders du mouvement des médecins. On avait aussi enregistré des assassinats, comme celui du paysan Rubén Jaramillo, de l'étudiant Enrique Cabrera, et de bien d'autres encore.

De l'extérieur, certains phénomènes exercèrent une influence sur le mouvement étudiant : la révolution cubaine qui avait triomphé en 1959, le maoïsme qui s'était consolidé en Chine, la lutte des noirs contre le racisme yanqui, le développement de la philosophie existentialiste et tout le mouvement de la contre culture de l'époque : Beattles, hippies, beatniks, psychédéisme ; l'assassinat de Che Guevara dans la forêt bolivienne ; mais surtout, les grandes manifestations dans le monde contre la guerre menée par les États-Unis au moyen d'armes chimiques massacrant l'héroïque peuple vietnamien et poursuivant son leader, Ho Chi Ming.

Chronologie du mouvement selon les journaux (*)

[(*) : Voir la revue Liens de septembre 1998]

Juillet 1968

22. On enregistre des échauffourées sur la place de la Ciudadela entre des bandes du Collège technique 2 et du Lycée Isaac Ochoterena. On annonce que les affrontements se poursuivront le lendemain. Le Lycée s'avère le plus touché.

23. Des éléments du Collège 2 et 5 se dirigent vers le Lycée. Leur attaque reste sans réponse. Au retour, on signale des affrontements avec la force publique : jets de pierres, gaz lacrymogènes

et coups de matraques. Quelques trois mille étudiants et 200 grenadiers s'affrontent. La Fédération Nationale des Étudiants du Technique (FNET) appelle à une manifestation de protestation.

26. Deux cortèges : étudiant, appelé par la FNET et celui appelé par les groupes de gauche pour fêter le quinzième anniversaire de l'assaut du quartier de la Moncada à Cuba. Lorsque le premier se défait de nombreux étudiants se dirigent vers le Zocalo et sont repoussés, mais se regroupent ensuite dans l'Hemiciclo à Juarez avec les membres du second cortège et les grenadiers chargent à nouveau avec des gaz et subissent en retour des jets de pierre.

27. Les menaces de la police à l'encontre des étudiants se poursuivent. Le local du Parti Communiste est vandalisé. Des grèves se déclanchent dans des équipes de l'IPN (Institut Pédagogique Régional) et l'UNAM pour protester contre les agressions de la police.

28. Les *porros* (ou gros bras) de la FNET agressent les étudiants qui protégeaient la zone du Lycée de San Ildefonso. On exige la disparition de la FNET, l'indemnisation des blessés et des parents des tués, la fin de la police préventive, la libération des détenus, la disparition des forces répressives et la dérogation à l'article 145 (dissolution sociale). La FNET et la Chancellerie rendent les communistes et la gauche radicale responsables des troubles.

29. Deux policiers sont retenus prisonniers durant plusieurs heures par des étudiants du Lycée 7. Les transports publics sont suspendus dans le premier quartier. Durant la nuit, on signale des affrontements violents dans la zone de San Ildefonso. Le Lycée 1 et les Collège 2, 4, et 7 se joignent au mouvement de grève.

30. Des militaires détruisent au bazooka la porte coloniale du Lycée de San Ildefonso et pénètrent dans le bâtiment baïonnette au canon. Des soldats de la première ligne interviennent au Poly et à l'UNAM. Tous les agents de ces deux institutions suspendent les cours.

31. Le recteur Barros Sierra proteste contre l'occupation des locaux. Le comité de grève du Poly ne reconnaît plus la FNET au service du gouvernement et traître aux étudiants.

Août 1968

1. Le recteur prend la tête d'une manifestation de quelques 80 000 personnes dans le sud de la ville et d'un grand rassemblement sur l'esplanade du rectorat. Les bâtiments sont évacués.

3. La FNET continue à accuser les leaders du mouvement d'être des communistes et des provocateurs. Ce que font aussi Fidel Velázquez, les chefs d'entreprise et le gouvernement. Ils prétendent que les étudiants essayent de perturber les Jeux Olympiques.

4. Premier document commun de l'UNAM, de l'Institut Polytechnique National (IPN), de Chapingo et d'autres écoles, contenant les revendications suivantes : 1. Libération des prisonniers politiques ; 2. Destitution des généraux Luis Cueto Ramírez, Raúl Mendiola et du Lieutenant

colonel Armando Frías ; 3. Dissolution du corps de Grenadiers ; 4. Abolition de l'article 145 et 145 bis du Code Pénal (délit de dissolution sociale) ; 5. Délimitation des responsabilités des actes de répression ; 6. Libération des prisonniers politiques.

5. Manifestation de 100 000 personnes de Zacatenco au Poly de Santo Tomas. On accorde un délai de 72 heures pour la satisfaction des revendications, sans quoi, ce sera la grève nationale. On propose l'union avec la classe ouvrière et d'autres forces du peuple et la distribution de tracts s'intensifie.

6. La FNET accuse les leaders du comité de grève du Polytechnique d'être infiltrés par la CIA et le communisme. Le directeur de l'IPN invite les « véritables maîtres et étudiants à normaliser la situation ».

8. Le Conseil National de Grève (CNG) se constitue avec des membres ruraux, Chapingo, le Collège de Mexico, l'UNAM, l'IPN, l'Université Ibéroaméricaine, l'Université La Salle et les universités de province. La FNET est désavouée, on propose d'ouvrir des perspectives de liberté syndicale, de réfléchir à la semaine de 40 heures, d'établir un contrôle des prix et des salaires par des comités populaires et de superviser la répartition agricole au moyen des comités paysans.

13. Une manifestation de 200 000 personnes se tient du quartier de Santo Tomas au Zocalo. Les manifestants réclament la satisfaction des revendications et renient la FNET. On décide d'amplifier le mouvement aux usines et aux quartiers populaires. Des brigades sont envoyées à Cuautitlán, Tlalnepantla et vers les zones ferroviaires.

15. Le MURO ((Mouvement universitaire d'orientation renouvelée), organisation délinquante de droite, lance des consignes anticomunistes contre le mouvement. Malgré cela, le Conseil universitaire appuie les demandes des étudiants. Des concerts sont organisés à l'UNAM et des brigades dans les zones populaires.

16. Activités intenses des brigades en différents points de la ville. Dénonciation du gouvernement et du *charrismo* syndical (collusion des syndicats, du gouvernement et des patrons). La communauté des artistes et des intellectuels rejoint le mouvement. Le MURO continue d'exiger la répression « des communistes ».

18. Les étudiants réclament un débat public avec les députés et la distribution de tracts s'intensifie dans le but de contrecarrer la presse qui trompe et calomnie.

20. Aucun député ne se présente au débat. Les thèmes proposés étaient : y a-t-il eu ou non des brutalités policières contre les étudiants, les instituteurs et les citoyens ? y a-t-il eu ou non violation de la Constitution ? Les revendications du mouvement sont-elles justes et pertinentes ? Quelles sont les propositions que vous (députés et sénateurs) apportez pour une résolution rapide et efficace du conflit ?

22. Le secrétaire du Ministère de l'intérieur, Luis Echeverría, déclare que « le gouvernement est disposé à examiner, avec les secteurs concernés, par le biais de fonctionnaires compétents dans les différents domaines, les points de vue des véritables étudiants et instituteurs ». Il propose un dialogue serein. Les étudiants demandent que soient fixés une date, heure et lieu, à cette seule condition que le débat soit public.

23. Le Ministère de l'intérieur fait savoir qu'il accepte le débat public et le CNG exige que cet accord soit rendu public. Une manifestation est annoncée pour le 27 qui s'achèvera par un meeting sur le Zocalo et que quelques étudiants resteront sur les lieux.

26. Le CNG indique que des contacts ont été pris avec le Ministère de l'intérieur pour organiser le débat. Des commissions se sont également constituées pour présenter les revendications au gouvernement. On décide que des gardes permanents se tiendront sur le Zocalo « jusqu'à la résolution du conflit ». Selon la rumeur, 18 états soutiendraient le mouvement.

27. D'après le quotidien *El Día*, plus de 400 000 personnes assistent à la manifestation de soutien aux revendications. Au centre du Zocalo, on hisse le drapeau rouge et noir « qui ne sera amené que lorsque la majeure partie des présents abandonnera les lieux ». On annonce au meeting que le débat doit se tenir le 1^{er} septembre sur le Zocalo.

28. À une heure du matin des forces armées, policiers et pompiers, délogent les gardes du mouvement qui se trouvaient sur le Zocalo. 3 000 étudiants furent chassés par l'armée qui les poursuivit et les battit à coup de crosses. À partir de ce moment-là, les autorités allaient répondre par la répression à toute tentative des étudiants.

29. Le gouvernement organise sur le Zocalo — avec des milliers de bureaucrates requis — une cérémonie officielle de « réparation au drapeau », cérémonie qui s'achève aussi par des protestations et une répression. Ce jour-là les grenadiers empêchent la tenue d'un meeting sur la place des Tres Culturas.

31. Le CNG proteste contre la répression et demande que cesse l'état de siège virtuel de la ville. Il réaffirme qu'il ne s'agit pas de boycotter les Jeux Olympiques et signale que des intermédiaires dans les échanges avec les autorités ne seront pas acceptés. Le Collège 7 et le Lycée 14, dans l'Unidad Tlaltelcoco, sont agressés par des civils paramilitaires.

Septembre 1968

1. Dans le communiqué IV du gouvernement, Díaz Ordaz dénonce une tentative pour boycotter les Jeux Olympiques, indique qu'il n'y a pas eu d'atteinte à l'autonomie universitaire et prévient qu'il peut disposer de l'ensemble des forces armées et qu'il ira jusqu'où il y sera contraint.

2. Le CNG fait savoir qu'il ne dialoguera pas sous la pression des chars et des baïonnettes et réclame que les forces armées soient retirées des rues.

3. Le CNG, dans un manifeste, répond au communiqué : « Nous ne faisons pas des études dans le but d'accumuler des connaissances figées. Notre cause en tant qu'étudiants est celle de la connaissance militante, de la connaissance critique qui conteste, réfute, transforme et révolutionne la réalité. »

8. Le CNG demande à l'exécutif de décider s'il accepte ou non le dialogue et d'abandonner les solutions partiales, bureaucratiques et légalistes. On refuse la liberté à Vallejo, Campa et d'autres. Des avocats se réunissent afin de discuter les articles 45 et 45 bis du code pénal.

9. Le recteur de l'UNAM déclare que « les revendications ont été satisfaites pour l'essentiel par le citoyen président de la République dans son dernier communiqué » et appelle à un retour à la normale.

10. Le CNG repousse la position du recteur dictée par les pressions et décide de poursuivre la grève jusqu'à ce que les revendications soient satisfaites. Cinq sénateurs demandent qu'on puisse faire intervenir l'armée, l'aviation et la marine « pour défendre la sécurité intérieure et extérieure si besoin ».

12. Des hélicoptères survolent la ville et diffusent des tracts au nom d'Unions et de Sociétés de Pères de Famille de l'UNAM et de l'IPN, où l'on affirme que la manifestation prévue pour le lendemain sera réprimée par l'armée.

13. Grande manifestation silencieuse. On estime que 250 000 personnes se rendent sur le Zocalo. Parallèlement, 123 véhicules stationnés aux abords du Musée d'Anthropologie, point de départ de la manifestation, ont été détruits par des groupes armés de mitraillettes et de barres de fer. Neuf véhicules disparaissent.

15. Les étudiants en lutte célèbrent le Cri de l'Indépendance à l'UNAM, à Zacatenco, dans le quartier de Santo Tomás et au Collège 7. Sur le Zócalo, en pleine cérémonie du Cri, Díaz Ordaz essuie, pour la première fois, sifflets et huées.

17. Agression d'unités de combat et de *porros* contre les écoles préparatoires 2 et 7, les facultés et écoles d'économie, droit, médecine. Un étudiant est blessé par balle à une jambe.

18. L'armée occupe la Cité Universitaire. Elle évacue les étudiants, fonctionnaires et employés de l'institution. L'opération mobilise 10 000 soldats, des blindés légers, des véhicules d'assaut, de transport militaire et des jeeps. Le ministère de l'Intérieur affirme que « les locaux étaient occupés illégalement, par des individus contestataires et sans doute délinquants ».

19. L'armée fait état de 1 500 arrestations. Les comités de lutte se concentrent à Zacatenco. Les forces de police dispersent les réunions et des affrontements éclatent avec les étudiants. Marcelino García Barragán, le secrétaire à la Défense, affirme que le Bataillon Olimpia assurera la protection des installations olympiques et qu'il a agi à la demande du ministère de l'Intérieur. Le recteur exhorte les universitaires à « assumer où qu'ils se trouvent la défense morale de l'UNAM et

à ne pas abandonner leurs responsabilités ». Le PRI appuie l'opération et exprime sa solidarité et sa confiance dans le Gouvernement. Les chefs d'entreprise de la CONCANACO (Confédération des Chambres de commerce) appuient également ce qu'ils qualifient « d'action de remise en ordre ».

21. Soutenus par les habitants, les étudiants du Collège 7, à Tlatelolco affrontent la police de 19h à 2h du matin. Des incendies éclatent, des voitures sont retournées, il y a des blessés, une démoralisation et des hésitations de l'armée face à la résistance. Le CNG affirme : « Face à des pouvoirs publics toujours plus réactionnaires et discrédités se dresse une lutte toujours plus populaire et décidée ».

23. Le recteur présente sa démission irrévocable : « pour avoir été empêché d'assurer, ne fut-ce qu'en partie, les fonctions essentielles de l'université, et parce que ma position de recteur n'est pas tenable dans l'affrontement agressif et ouvert d'un groupe gouvernemental ». Dans le quartier de Santo Tomas se déroule une violente bataille rangée entre étudiants et policiers.

24. Les violences se poursuivent dans le quartier de Santo Tomas. Vers trois heures du matin l'armée occupe la zone. Elle prend aussi l'Unidad Profesional Zacatenco durant quelques heures. Nouveaux affrontements dans la Ciudadela et dans des collèges. Le chef de la police, Luis Cueto, affirme que « les membres de la Préfecture de police sont maintenant armés et qu'ils ont l'ordre d'agir où cela s'avèrera nécessaire. Plus de 7 000 professeurs menacent de démissionner si la démission du recteur est acceptée.

25. Le conseil de gouvernement refuse la démission du recteur. Des sources policières indiquent que toutes les réunions seront interdites. Des ambassades mexicaines font l'objet de jets de pierres à Saint Domingue, Panama, au Pérou, au Chili et en France. À Helsinki on demande que l'équipe nationale ne participe pas aux olympiades.

27. Quelques 5 000 personnes assistent à un meeting à Tlatelolco. Le secrétariat à la Défense affirme que la Cité Universitaire sera évacuée « lorsque les autorités légitimes en feront la demande ». Le CNG réclame le départ immédiat des forces militaires et de police des espaces polytechniques et universitaires, la libération de tous les prisonniers et la cessation absolue de toute répression.

30. L'armée évacue la Cité Universitaire ; des dégâts sont commis sur les installations. Face aux protestations, le CNG réaffirme qu'il n'a pas l'intention de boycotter les Jeux Olympiques.

Octobre 1968

1. Le CNG annonce un meeting pour le lendemain sur la place des Trois Cultures, à Tlatelolco, puis une manifestation vers le quartier de Santo Tomas pour demander l'évacuation des bâtiments.

2. Jeunes, adultes, femmes, enfants et vieux sont massacrés par la force publique. Quelques 1 500 soldats les abattent avec des pistolets, des mitraillettes et des fusils sur la place des Trois Cultures. L'embuscade a été préparée de manière à empêcher la fuite des participants (on estime de 5 000 à 15 000 le nombre de personnes présentes). Après un signal —des feux de Bengale lâchés par un hélicoptère à l'endroit précis de la cible— le lieu est encerclé par l'armée, qui, en coordination avec le Bataillon Olimpia, déclenche un violent tir contre la foule. Des centaines de morts et de blessés. Quelque 2 000 prisonniers sont brutalisés et frappée à coups de crosse. Personne n'est autorisé à sortir durant toute la nuit, à moins de s'être identifié de façon satisfaisante auprès de l'armée. On empêche le travail de la Croix Rouge et de la Croix Verte. García Barragán déclare : « C'est moi le Commandant responsable ». À la Présidence on affirme que « l'intervention a mis fin au foyer d'agitation source du problème » et qu' « on garantit le calme durant les Jeux Olympiques ».

3. Le sénat de la république publie un document dans lequel on considère que la conduite de l'Exécutif Fédéral est conforme à la Constitution politique du pays et aux lois en vigueur. Dans de nombreux pays du monde et hors des cercles officiels on condamne avec indignation et stupeur le massacre. La ville est soumise à une stricte surveillance. Le chef de la police rend les pères de famille responsables des récentes tragédies. La police fouille les immeubles proches de la place des Trois Cultures à la recherche d'étudiants. On estime à 1 500 le nombre de détenus dans le camp militaire numéro 1.

Figures du mouvement par Carlos Monsiváis

Le membre de la brigade

« —Comment opérons-nous ? Au marché, on invite les gens à la grande manifestation, on les informe de la répression et de l'intolérance des autorités et du grand projet d'éducation pour le peuple. La première fois que j'ai participé, j'ai eu un frisson quand on m'a dit Allez, c'est ton tour !... C'est ce qui avait été convenu, mais c'était le marché de Mixcoac et j'ai perdu ma voix. Allez, contrôle-toi ! Rien à faire. J'ai vite pensé, je vais raconter ce que je sais et ce dont je suis sûr, pas parce que j'ai tout vu mais parce que j'en suis sûr. Revigoré, je regarde les dames, les messieurs, les jeunes gens et les enfants, mince alors, trop de visages, pas moyen de les voir un à un, et l'ensemble, vraiment, ça intimide... Mes copains m'ont poussé et je suis monté sur la caisse pour leur dire ce qui se passait, c'est l'heure de la justice et de la vérité et le peuple fera valoir ses droits

constitutionnels... Je ne sais pas pourquoi mais je ne comprends cette histoire de droits constitutionnels que maintenant. Avant, cela me semblait très lointain, je n'avais jamais eu entre les mains un exemplaire du célèbre document et tout ce que je savais de la Constitution c'est cette plaisanterie qu'on l'a faite pour la violer.

Nous avons distribué des tracts (tracter) et en avons appelé à la générosité (taper), et on nous a donné de l'argent, plus qu'espéré, et la majorité aimait bien les étudiants, il n'y a qu'un ou deux messieurs ou dames qui se font paternels et maternelles, et nous invitent à aller étudier et à cesser de chahuter et moi-à-ton-âge et autres idioties, et dans leur voix on perçoit la colère qu'ils ont contre eux-mêmes parce qu'à cet âge-là ils ont déjà épousé la cuisine, ou ont déjà obtenu le modeste emploi auquel ils n'échapperont plus. Mais la consigne est de ne pas les contrarier, oui madame, oui monsieur, nous sommes tous libres de donner notre opinion, vous ne voulez pas participer ? vous avez raison, il faut étudier et c'est pour ça que nous allons poursuivre la grève... Pourquoi se fâcher ? Les pauvres. Notre vengeance c'est leur attitude, si rigide, si amère... Je ne comprends pas cette fille de la brigade des Sciences qui se dispute avec les chapitres et exige qu'ils donnent des raisons et les envoie au diable avec leurs sermons, parce que vous n'avez pas d'arguments monsieur, et que des mauvais souvenirs de votre jeunesse, et la fille se fâche et les autres s'indignent et lui crient que la place de la femme..., et elle les envoie se faire voir. Elle a peut-être raison, il y a de ces imbéciles, comme ceux de la manifestation du premier août, celle du recteur, du recteur Barros Sierra, qui criaient, grondaient depuis leur balcons : "crétins ! communistes !" et certains les ont rembarrés sur le même ton et ceux de la commission de surveillance n'ont pas localisé les mécontents et se sont mis en face et ont demandé de ne pas répondre aux provocations, bien que nous soyons parfois là à cause de ça, avaler l'injure, pour ne plus supporter ceux qui nous ont toujours traité à coup d'insultes et de coups de pieds.

Sur le marché tu n'es pas confronté à des ennemis dangereux mais à la curiosité des autres, qui est une sacré prison. Lorsque je suis entré à la brigade j'ai prévenu que je ne parlais pas, même sous la douche, mais rien à faire, ça a été mon tour et puis comme personne ne me connaît, j'ai élevé la voix, réclamé l'attention des présents, perdu le contrôle des mots, les phrases se sont révoltées et je me suis rendu compte que qui sait ce que je pouvais bien raconter, quelque chose de nouveau pour moi, je n'avais jamais soupçonné ma facilité à produire

des discours que je n'ai pas écoutés de manière consciente, et me voilà haranguant les camarades du peuple, le gouvernement réprime et nous tue, nous étudiants, qui défendons les droits des humbles qui sont les tiens. Peuple, soutiens-nous parce que ta cause est la nôtre, participe à la grande manifestation, informe-toi, diffuse notre pétition, marche aux côtés de tes enfants... j'ai fini la bouche sèche réprimée et soulagé sans même demander "j'étais comment ?", parce que nous avons décidé d'éliminer cette question afin d'éviter les réponses sincères. D'accord, je ne suis pas entré là dedans pour briller, mais pour tenir mes engagements vis à vis du Mouvement, aller avec la brigade pour distribuer des tracts, monter dans les bus, informer dans les billards et les stations de bus, entrer dans les restaurants bourgeois pour troubler la digestion des salauds, aller dans les écoles secondaires pour raconter aux gamins combien le gouvernement les hait, surmonter la peur, supporter la sueur, connaître la ville à un rythme vertigineux, partir en fuyant de partout, évoquer la moquerie quand quelqu'un parle ou écrit au sujet du régime des libertés.

Ce sont donc mes nouvelles croyances et mes nouveaux oublis, je n'avais jamais imaginé l'impact qu'auraient sur moi ces types si ennuyeux qui tracent des graphiques à propos de l'économie capitaliste dans la vice-royauté. Il se trouve que je les ai pris très au sérieux et que quantité de leurs phrases restent gravées dans ma mémoire.

Quoiqu'il arrive, ce foutu gouvernement ne va pas arriver à ses fins. »

Le politicien professionnel

« —Ces foutus étudiants ne savent pas de quoi ils parlent. Moi si, j'ai vécu ce pays, je le connais, j'ai le devoir de le connaître. Il n'est pas facile de comprendre le Mexique, ses règles et exceptions (même si la première règle est qu'il n'y a pas d'exception). Pour comprendre ce qu'est le Mexique il faut du temps et quelque chose de plus. Ce n'est pas donné à n'importe qui... C'est pour ça qu'ils me font suer ceux-là. Ils se sont rendu compte de qui ils servent ? Ils ont calculé le coût de leur action ? Et de leurs mots, bordel !... Le système ceci, le système cela... Et qui a donné du travail à leurs foutus parents pour qu'ils les envoient faire des études ? La divine providence ? L'ONU ? Non fils de pute, le système, celui-ci... Et n'oubliez pas que l'essentiel, le nom de notre voisin (le Guatemala n'est pas un voisin, c'est un frère séparé). Oui ces gamins n'ont pas étudié la géographie,

pourquoi sont-ils allés à l'école ? Non, mon ami, ils sont en train de déconner avec leurs attaques aux institutions et leurs injures à monsieur le président. Tiens, quand je suis entré en politique, j'ai appris l'essentiel, qui est une évidence : dans ce pays il y a trois intouchables. Les feux de circulation, afin d'éviter les accrochages ; la vierge de Guadalupe, s'il y a vraiment un au-delà ; et le Président de la république, qui nous rappelle ce qui est élémentaire : tant qu'il y a une hiérarchie nous aurons une petite place. Sans hiérarchie, il n'y aura pas de place pour nous, même en allant danser à Chalma.

Ces imbéciles, c'est le parti communiste ou la CIA ou Cuba ou je ne sais qui, qui les manipule. Le gouvernement s'est montré patient, très patient. Je t'assure que j'ai le sang qui bout à cause de leur manque de respect et de leurs âneries. Ces crétins, que savent-ils ce que c'est de gouverner, de faire de la politique ? Faire de la politique c'est se résigner à se coltiner la merde, que tu y nages et y flottes et qu'elle te couvre presque jusqu'aux oreilles, mais tu vois ce qu'il se passe et c'est pour ça que tu remets les choses d'aplomb. Faire de la politique ce n'est pas ces conneries de pétitions, ni courir n'importe comment dans les rues en offensant les adultes. Les politiques prennent le pouls de la nation, et ce sont les seuls à être conscients du pouvoir de nos ennemis de toujours et de notre force indomptable : la patiente historique. Un politique ne doute pas : on avance peu à peu, à notre rythme.

Avec des vociférations grossières, infectes, et innombrables copiées des Français ou des Américains on ne va nulle part. Ils demandent main forte et ils vont l'obtenir parce qu'ici on ne plaisante pas et nous n'en avons rien à faire de la contrebande de héros et des petits bérets miraculeux. Vous vous êtes défoulés, rentrez chez vous. Si vous continuez à faire suer, ce qui va arriver c'est ce que prévoit la loi : une attaque musclée, et si on nous dit que ce n'est pas la loi, une autre. On ne concède rien sous la pression. Il ne manquerait plus qu'une poignée de pauvres mecs débiles nous apprennent à gouverner. » (Extrait dans *Equis, Cultura y sociedad*. Septembre 1998.)

Le Yutucan en 1968

En 1968 c'est Luis Torres Mesías qui gouvernait l'état du Yucatan ; à la présidence municipale de Mérida il y avait le paniste Victor Correa Tachó. Un sénateur pour le Yucatan était Carlos Loret

de Mola et une députation fédérale était occupée par Victor Manzanilla Schaffen. L'entreprise Cordemex était dirigée par Miguel Olea Enríquez et la Banque Agraire était à la charge de Rodolfo Khune Gutierrez. À la tête de la Ligue des Communautés agraires (CNC) se trouvait Victor Cervera Pacheco et la Fédération des Travailleurs du Yucatan (FTY), quelques semaines après sa fondation, était présidée par Gonzalo Navarro Baéz. L'archevêque était Fernando Ruiz Solorzano et le président national des jeunesses catholiques était Carlos Castillo Peraza. Le dirigeant de la FEU était Luis Jorge Cardenas Lopez et celui de la FEY José Sesin Graniel.

Les ouvriers cordiers, les plus combattifs dans l'état après une longue grève de 48 jours qui s'acheva le 30 juin, furent défaits par la Cordemex. Les panistes furent occupés au mois de septembre par l'expulsion du député local Julio Moreno et du conseiller municipal Trueba Barrera. La gauche au Yucatan n'avait pas la moindre présence.

Quant aux communiqués de presse, un certain Gustavo Arce Pérez publie le 18 août une page dans *Novedades de Yucatan* contre le mouvement étudiant ; deux jours plus tard, sur deux pages du même journal, signées de Horacio Quiñones, on publie des photos et des textes virulents contre le mouvement, en l'accusant d'être infiltré par la CIA.

Dans le *Diario de Yucatan*, le 9 septembre, on publie un communiqué signé de Rafael Cervera, de la chambre de commerce de Mérida, de Enrique Trava de la CNIT (Yucatan) et de Alberto Sauri, du Centre Patronal. Ils y félicitent Díaz Ordaz de son rapport et se prononcent contre le mouvement étudiant. Ce même jour Raul Ancona y Ancona publie un article où il condamne les « troubles » estudiantins.

Mobilisation étudiante à Mérida en 1968

Il est important de rappeler qu'en 1968, à la suite de l'invasion et de l'occupation des installations de la Cité Universitaire par l'armée mexicaine, et de la gigantesque manifestation de protestation emmenée par le recteur Barros Sierra, qui eut lieu dans la ville de Mexico, le mécontentement grandit aussi à l'Université du Yucatan. Dès le 19 septembre, après la publication des informations concernant l'occupation de la CU, les rassemblements commencèrent. Malheureusement, ils ne durèrent que jusqu'au 26 parce qu'il n'y avait pas de noyaux pour assurer leur continuité.

On se souvient que la seule annonce que le recteur, le Lic. Francisco Repetto Milan, interviendrait dans le mouvement provoqua un grand enthousiasme et une quantité d'applaudissements parmi les professeurs et les étudiants présents. À cette occasion le recteur signala : « Nous sommes réunis ici pour regretter, peinés, que ce soit réalisé le dicton selon lequel

les soldats latino-américains sont les plus corrects du monde, parce qu'ils sont toujours dans les universités. »

Le recteur exposa les points suivants :

1. Formuler une protestation vigoureuse pour les atteintes à l'Université Autonome de Mexico qui heurtent tout universitaire.

2. Faire part à M. le président de la République et aux autorités de la solidarité et de la sympathie envers les étudiants de l'UNAM et son recteur Barros Sierra.

3. Aujourd'hui à 10 heures aura lieu à l'université une cérémonie consistant à hisser le drapeau à mi hampe, en signe de deuil et de protestation.

L'assemblée de plus de 1500 universitaires se réunit dans l'auditorium « Cepeda Terraza » de l'UadY au cri de : « L'université est en deuil ». Les orateurs furent : Rafael Castilla Peniche (aujourd'hui ce qu'il y a de mieux au PAN), Agustin Menéndez Rodriguez (avocat établi dans le DF), Allen Urbina Aznar et Jorge Fernandez Souza (aujourd'hui fonctionnaires du gouvernement Cardenas dans le D.F). On déclara : « Nous ne ferons pas grèves mais manifesterons ouvertement notre désaccord ».

Le 20, la cour du bâtiment universitaire pleine, y compris les balcons des deux autres étages, le drapeau fut hissé. Plusieurs orateurs invitèrent la jeunesse à se montrer solidaire. La presse nationale tout comme la radio, de façon permanente, attaquaient le mouvement étudiant de Mexico et cherchaient tout prétexte visant à le décrédibiliser.

Le jeudi 26 septembre, à l'initiative de la FEU, eut lieu une marche silencieuse contre l'occupation de la CU et la répression des étudiants dans la ville de Mexico. Quelques 800 étudiants avec à leur tête le recteur Repetto Milán y participèrent. Ils quittèrent le bâtiment central à 17 heures et empruntèrent la rue 60 jusqu'au Monument à la Patrie, sur le Paseo Montejo. La manifestation s'acheva une heure plus tard par l'hymne national.

Le bâtiment universitaire fut recouvert de propagande qui représentait les « gorilles », « moutons », « chiens », « fusils », « casques » et « tanks ». Durant la marche, les manifestants montrèrent une vingtaine de pancartes portant des textes comme : « Presse corrompue, quand dira-t-elle la vérité ? ». « Patrie : combien de crimes commet-on en ton nom ? ». « Le droit à la liberté ne se mendie pas, il se prend. »

Tandis qu'au Yucatan se poursuivait « la paix et l'ordre », dans le D.F., à Puebla, Michoacan, Guerrero, Sinaloa et d'autres états, les étudiants et les professeurs luttèrent pour une université démocratique et en meilleure prise avec les problèmes que connaissait la société dans son ensemble. Ces problèmes s'accumulèrent jusqu'à l'explosion de 1968. Alors qu'au Yucatan tout se maintint sous contrôle et que les fonctionnaires du gouvernement continuèrent à entrer à l'université sans soulever de protestation. Dans cette institution, le gouvernement et l'initiative

privée, en solide accord, profitèrent des professionnels convaincus avec le budget payé par l'ensemble de la population. Que faire, les choses étaient ainsi !

Le *Diario de Yucatan*, à manière de rejet de la manifestation universitaire en défense de l'autonomie, publia ce qui suit :

POÈME DE LA PLAZA MAYOR

MASCARADE

Je suis universitaire,
mais pas un doux mouton.
L'étude est mon bréviaire
je me fatigue de l'agitation
et ne crois pas à la position
de la fausse dentition.

Je viens ici pour conseil.
Dites-moi Paganini
y a-t-il autonomie ou mini
dans cette enceinte vieillie ?
(si je pêche, suis incorrect
je suis jeune et yucatèque)

Futur docteur et ami :
un diagnostic probant
révèle que pour de l'argent
on est autonome accompli
et d'autres choses que je ne dis
mais non par affection...

Oh ! métallique illusion
qui lie et délie les mains !
mini autonomes nains
exhibant leur condition.

Ce n'est pas encore Carnaval
et déjà on défile.
Hier nous avons vu leurs profils
valet d'arènes avec aval.
Et ceux de la capitale
leur ont lié les mains
avec des arguments cubains.

Marionnette colossale
d'une protestation anodine
avec une offrande florale.

La risible mascarade
fut une grande couillonnade.

Angel Pueblo Paganini.
(27 septembre 1968)

Conséquences et résultats de 68

Malgré la répression brutale, l'emprisonnement de leaders et les étudiants morts—aussi bien à Tlatolco qu'au long du mouvement de 1968— dans les mois suivants le gouvernement dut revenir sur ces méthodes autoritaires afin de restaurer la confiance et son pouvoir. Dix jours après le massacre du 2 octobre, les Jeux Olympiques furent inaugurés au milieu de nombreuses protestations nationales et internationales. Le gouvernement et les media, qui s'étaient employés à calomnier et déformer le mouvement étudiant, poursuivirent leur campagne de justification de la répression.

En 1969, comme il était alors d'usage, le président Díaz Ordaz désigna Luis Echeverría Alvarez (LEA) comme candidat du PRI et son successeur assuré. Celui-ci, bien qu'étant un technocrate qui avait grandi à l'ombre des hauts fonctionnaires et qui, en tant que secrétaire d'État du ministère de l'Intérieur, était logiquement impliqué dans la répression féroce, dès les premiers discours de sa campagne comme candidat du PRI, reconnut la pertinence du mouvement étudiant, l'erreur de la répression et annonça un gouvernement « d'ouverture démocratique ». La réalité est que personne ne crut à ce discours, même si on apprit que Díaz Ordaz fut sur le point de l'évincer comme candidat officiel.

Les intellectuels Paz, Fuentes, Monsiváis, etc., et, en général, les universitaires, rompirent avec Díaz Ordaz. C'est pourquoi, afin de récupérer les intellectuels, les universitaires, en général, les classes moyennes, Echeverría développa son discours du « nationalisme révolutionnaire », son appel à appuyer le « tiers monde », sa devise de « l'ouverture démocratique » et son « debout et en avant ». Mais le plus important fut sa prise de position concernant le modèle économique du « développement stabilisateur » qui avait reconcentré la richesse du pays sur quelques familles et l'affirmation que son gouvernement imposerait le modèle du « développement partagé » dont la majorité serait la bénéficiaire.

L'éducation fut la grande gagnante des luttes de 1968. Echeverría augmenta le budget et créa de nombreuses écoles : le Collège des Sciences et Humanités, l'Université Autonome Métropolitaine, le Collège des Bacheliers, les Unités d'Études Supérieures, les Telesecondaires, etc. Les discours de LEA trouvèrent un écho et effrayèrent beaucoup les chefs d'entreprise. Il essaya de freiner des centaines de grèves ouvrières, des mobilisations d'étudiants et de paysans, mais surtout, la guérilla urbaine avec à sa tête la Liga 23 de Septiembre et la guérilla rurale de Genaro Vazquez et de Lucio Cabañas dans l'état de Guerrero.

Les libertés conquises durant les années 60 ont maintenant une grande importance : l'autoritarisme et/ou le despotisme des parents sur leurs enfants, du mari sur sa femme, du professeur sur les étudiants, du chef sur les employés, du patron sur ses ouvriers, du dirigeant politique ou syndical sur ses subordonnés se sont affaiblis. La lutte des femmes pour le libre usage de leur corps s'est faite présente ; la dépénalisation de l'avortement a été discutée ; le droit des enfants a vu le jour ; de même que la lutte des homosexuels pour sortir du placard et toutes les luttes des majorités et des minorités.

Où en sommes-nous de ces luttes après deux ou trois décennies ?

De 1980 à 1989, selon une étude des chercheurs Gil Anton et Fernandez Marquez publiée dans la revue *Universidad futura*, les établissements comptant le plus grand nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur, selon des données de la ANUIES, se situent : dans le D.F. avec 24 7000 ; Jalisco avec 96 000, l'état de Mexico avec 90 000, Puebla avec 84 000 et Nuevo Leon avec 72 000. Le Yucatan comptait en 1989 11 000 étudiants. Quant à l'augmentation, Tlaxcala est passé de 1451 étudiants en 1980 à 6 872 en 1 989 ; Guerrero de 6 171 à 19 908 ; Campeche de 1409 à 4429 et Sonora de 11 611 à 35 990. Le Yucatan est passé de 7 252 à 11 174 étudiants. On peut voir que les universités de Tlaxcala et Campeche connurent leur première poussée de

croissance ; en revanche celle de Guerrero et de Sonora atteignirent une dimension importante. La croissance de notre institution durant cette période fut très conservatrice.

Quant à l'augmentation des inscriptions à ce même niveau durant ces 10 ans, 1981 et 1982 constituent un pic (supérieur à 7%), qui descend jusqu'à 0,14% en 1987, pour remonter en 1988 et redescendre l'année suivante. En ce qui concerne l'évolution des inscriptions selon les disciplines entre 1980 et 1989, on note clairement la domination et l'augmentation des sciences de l'administration (46,4%), l'ingénierie et techniques (30,6%), l'éducation et les humanités (3,2%), les sciences naturelles et exactes (2,5%). Les chiffres précédents peuvent nous donner une idée des tendances et de la composition du secteur étudiant.

Des quelques 15 000 étudiants que compte l'UADY aujourd'hui, répartis en 17 écoles et facultés, on pourrait dire qu'ils n'appartiennent à aucune organisation étudiante pour la défense de leurs droits dans et hors de l'université. Dans certaines écoles naissent des groupes de cinq ou dix jeunes gens qui s'organisent pour réaliser un journal mural, sortir une petite revue, comme un noyau permettant l'émergence d'un candidat à la Société des Élèves ou comme représentant au Conseil. Pour la plupart des étudiants il n'y a pas le moindre intérêt, pas même l'idée de constituer un petit groupe qui leur permette de discuter collectivement des questions qui les regardent en tant que membres de la communauté universitaire.

L'étudiant de l'UADY est occupé ailleurs. Il ne semble intéressé par aucune sorte de discussion. Si, par exemple, l'auteur d'un livre a raison ou pas, si la thèse d'un film ou d'un conférencier est intéressante ou non pertinente, si le contenu des programmes qu'ils suivent et les professeurs qui les dispensent sont les plus adéquats, si les transports sont chers, les trajets compliqués ou leurs frais de scolarité modiques ou démesurés, etc. Ce qui semble être important pour eux relève davantage de l'individualisme : être reçu, réaliser l'exercice selon les désirs du professeur, se soumettre, même si c'est douloureux, aux dispositions réglementaires. Ce comportement est-il réaliste, accommodant, intelligent, très pratique ou insouciant ?

Depuis plusieurs décennies existe la Fédération des Étudiants Universitaires (FEU) et il y a quelques lustres est né le Front Estudiantin Universitaire ; tous deux dans l'idée de regrouper le plus grand nombre de représentants étudiants élus dans chaque secteur universitaire. À aucun moment de la vie de ces organismes ne s'est manifestée de manière cohérente une position idéologique, une réflexion politique ou économique qui tiendrait compte du rôle de l'étudiant ou de l'université dans la société. Mais en même temps, presque jamais, les responsables de ces organismes n'ont cessé de solliciter et de recevoir des « aides » des autorités universitaires, des fonctionnaires du gouvernement et de quelque chef d'entreprise ou commerçant. Apparemment ils n'obtiennent le poste que pour assurer ces juteuses « aides » ou *gallazos*.

Les leaders ne se sont jamais enrichis avec ce qu'ils recevaient, mais ils ont pris du bon temps. Les donateurs de ces « primes » s'assuraient par là un grand contrôle, beaucoup d'appui et une garantie permanente de pouvoir user de ces organisations à d'autres fins ; dans beaucoup d'organismes ils furent engagés par les autorités et les politiques, comme groupe de choc, c'est ainsi que naquit le *porrismo*³ agressif et violent. Mais ces organisations ont également servi d'entraînement et de marche pied pour l'obtention de charges gouvernementales. Peut-être 90% de ceux qui ont occupé des postes gouvernementaux au Yucatan furent auparavant des hommes de direction importants de la FEU, la FEY et plus récemment du Frente. Dans le D.F. et autres régions où il y eut des positionnements idéologiques argumentés, les leaders estudiantins d'hier constituent l'actuelle opposition politique, et se sont tournés vers l'enseignement, la recherche, le journalisme ou la simple méditation.

Dans plusieurs universités du pays : celle de Puebla, de Guerrero, de Sinaloa, de Oaxaca, mais plus spécialement dans celles du D.F. (UNAM, UAM), bon nombre d'étudiants s'organisent, discutent de manière large et approfondie des problèmes de l'université, de l'éducation, des questions du pays, rédigent des documents d'analyse et de critique, organisent des congrès où ils présentent des communications, se montrent activement solidaires des luttes des travailleurs et, le cas échéant, se manifestent dans les rues pour protester contre des politiques gouvernementales erronées. Il est difficile de mesurer les grandes avancées du grand mouvement étudiant de 1968 dans de nombreux domaines et à tous les niveaux de l'éducation, mais on peut les comprendre par l'analyse et la réflexion.

Beaucoup d'autorités universitaires, comme du pays, ne semblent pas soucieuses de promouvoir une participation indépendante ni d'élever le niveau de compréhension de ceux qui conforment la communauté. La vision de nombre de ceux qui se maintiennent au pouvoir est très limitée et opportuniste ; ils ne se préoccupent que de le conserver de quelque manière que ce soit. Est-il possible de croire que le *président, le PRI, le présidentielisme mexicain va permettre à quiconque de leur disputer leur pouvoir* ? En apparence, pour ce pouvoir, penser est un danger et agir en conséquence plus encore. Mais à l'université ce conservatisme ne doit trouver aucune place car elle est changement, recherche, analyse et critique ; seule façon d'avancer.

³ Note du traducteur. Dans [un article en date du 16 septembre 2008, publié sur ARGENPRESS.info](#) : « México/ Resurge el porrismo en UNAM y POLI vinculado a las fuerzas represivas derechistas (Mexico : le porrismo lié aux forces répressives de droite ressurgit à L'UNAM et au POLY »), P.Echeverría revient sur les incidents violents qui se sont produits à l'UNAM le 12 septembre 2008 ; et en particulier sur la résurgence du *porrismo* ou groupes d'étudiants mercenaires qui s'en prennent brutalement à des étudiants supposés « gauchistes ». Il affirme qu'il s'agit là de faux étudiants qui travaillent sur commande moyennant rétribution et dont les groupes se forment dans le milieu du football américain entre autres.

Dans le D.F., et dans d'autres universités des états, depuis ces mois de 1968, les « sociétés d'élèves » ont disparu et à leur place on a organisé des « comités de lutte » ensuite devenus des conseils, des co-gouvernements, ou autogouvernements. Ces « sociétés d'élèves » étaient des équipes dirigeantes avec des charges hiérarchiques où le président ou un autre dirigeant assumait la représentativité absolue pour négocier, recevoir des « aides » et traiter des questions. Les fonctionnaires aimaient bien qu'il en soit ainsi car il leur était très facile de s'entendre avec un ou deux dirigeants. Au contraire les « comités de lutte » devaient avoir des délégués par secteur, pour chaque question tous devaient intervenir et il était interdit de négocier dans le dos des accords de base. Ils finirent par se transformer à cause de l'assembléeisme et des contrôles des partis, mais ils furent le germe de gouvernements scolaires plus ou moins démocratiques et aussi les fossoyeurs du despotisme brutal dans les écoles et les universités.

Au début des années 70 dans la ville de Mexico, dans les facultés d'Économie et dans les locaux du CCG de l'UNAM, de même qu'à l'École Nationale d'Anthropologie et plus tard dans les universités de Puebla, Guerrero, Sinaloa, etc., se constituèrent des autogouvernements ou co-gouvernements qui obtinrent des avancées significatives dans le processus de démocratisation de ces universités. La réponse du gouvernement fédéral fut violente, surtout en ce qui concerne le budget, mais avec ces luttes on obtint une énorme prise de conscience parmi les étudiants et la population. Il reste encore une forme de conscience de ces batailles, quelques structures éducatives et une évolution manifeste des universitaires.

Les étudiants sont toujours la catégorie la plus importante, la base et la cause des centres éducatifs. Si les universitaires constituent le corps pensant et mûr, ce sont les étudiants qui par leur jeunesse, leur élan transformateur et leur esprit émotif sont les plus aptes à rompre avec tout ce qui sent l'immobilisme et l'enlèvement à l'université. Ce dont ils ont besoin aujourd'hui, c'est de s'extraire du conformisme qui les emprisonne.

C'est avec raison que le philosophe José Ingenieros disait que les jeunes n'ont pas besoin de programmes qui marquent un terme mais d'idéaux qui indiquent le chemin. Le but est moins important que la direction. Qui oriente bien la proue n'a pas besoin de savoir jusqu'où il va, sinon vers où. Les peuples comme les hommes naviguent sans jamais arriver ; lorsqu'ils replient les voiles, c'est la quiétude, la mort. Les chemins de perfection n'ont pas de fin. Beauté, Vérité, Justice, qui a soif de les poursuivre ne doit pas s'arrêter à des formules réputées intangibles. Face aux vieux qui récitent des credo rétrospectifs, les jeunes entonnent des hymnes constructifs. C'est la marque des peuples exténués que de contempler l'hier au lieu de préparer demain. (Ingenieros, 1982).

Les leaders estudiantins d'hier et d'aujourd'hui

Le leadership étudiant universitaire au Yucatan est aujourd'hui dans le même état que celui dans lequel l'ont laissé Davy Lopez Diaz, Jesus Viana Andeuz, Antonio Vargas Ayuso, Vicror Cervera Pacheco et quelques autres dans les années cinquante et au début des années 60 : recherche de responsabilités pour en profiter le moment venu ; carence totale de préparation politique et idéologique, opposition à la participation politique de la base ; encadrement dans les structures du gouvernement et du PRI, forces de choc face au surgissement de voix et d'actions indépendantes.

Les seules manifestations politiques dont je me souviens à cette époque, dans lesquelles des étudiants furent utilisés pour des règlements de compte entre priistes, furent celle de 1952 contre l'imposition de Marentes Miranda au gouvernement ; celle de 1966, Cervera Pacheca à sa tête, qui contribua à la destabilisation du gouvernement de Torres Mesias et celle de 1973 contre le gouverneur Loret de Mola pour que Chi Góngora récupère la présidence municipale de Mérida. La mobilisation déclanchée par l'assassinat de l'avocat Calderon Lara ne fut pas majoritairement estudiantine mais une lutte populaire juste, même si les étudiants solidaires de ces combats ne manquèrent pas.

Dans d'autres états et universités, comme l'UNAM, les universités de Chapingo, Puebla, Michoacan, Guerrero, Sinaloa, Oaxaca et plus récemment à l'UAM et le CCG, les étudiants confrontent leurs idées, leurs positions politiques, défendent des projets, des programmes, des disciplines, les orientations du budget. Au contraire, dans notre pauvre université, les étudiants se battent pour savoir qui contrôle le plus de présidents et membres des conseils de faculté, qui parvient à arracher le plus d'argent pour les amusements, qui reçoit le plus d'installations sportives et « d'aides » dont il ne dit rien et qui établit le meilleur rapport de force avec les professeurs pour obtenir de bons résultats. Le fait est qu'en 35 ans je n'ai pas rencontré de leader étudiant ayant des idées sur l'enseignement ou des idées politiques, ni trouvé de publication étudiante réfléchie et analytique.

Au Yucatan, ceux qui étaient portés sur la politique en cette fin des années 50, à l'exception de Granja Ricalde, Gaber Arjona, Martinez Menendez et quelques autres, choisissaient l'école de Droit. Cette formation était la seule alternative pour ceux qui avaient été en contact avec des fonctionnaires du gouvernement et avec le priisme. Au PRI tous les présidents de la république, depuis Aleman, et la plupart des membres de leurs cabinets, étaient avocats ; le PAN aussi—au niveau national— était essentiellement dirigé par des diplômés en Droit. Il fallut attendre quelques lustres pour que s'ouvrent à l'UADY des formations en sciences sociales comme l'économie et l'anthropologie. Avec l'imposition de la technocratie et de la productivité il va être difficile de voir

naître au Yucatan des filières en Philosophie, Sciences Politiques ou Littérature car elles ne produisent pas d'argent.

Ce qui précède me rappelle qu'à l'UNAM les luttes étudiantes qui eurent lieu en 1966 puis en 1968 furent initiées par des leaders des facultés de Sciences Politiques, de Philosophie et de Lettres, de Sciences et d'Économie. Je me souviens qu'un jour, entre boutade et sérieux, un leader de la faculté de Droit de l'UNAM nous a dit : « Ne laissez pas le mouvement étudiant entre nos mains car nous le vendrons ». Tel était le prestige de cette faculté à l'époque où se distinguèrent Castro Bustos, Sanchez Duarte, Rojas Bernal, Espiridion Payan et beaucoup de leaders très connus qui ont été et sont toujours de hauts fonctionnaires du gouvernement priiste.

La plupart des leaders qui se distinguèrent durant les années mentionnées ci-dessus dans les Facultés de Sciences Politiques, Philosophie, Science et Économie de l'UNAM devinrent ensuite chercheurs, professeurs, écrivains, essayistes, journalistes et leaders de l'opposition de gauche. Même si nombre d'entre eux, de façon intelligente et un peu honteuse, ont accepté des charges publiques. En revanche, les avocats qui se firent intellectuels et qui restent dans l'opposition politique sont rares. Il suffirait de regarder des revues comme *Proceso*, *Vuelta*, *Nexo*, le journal *La jornada* etc., pour comptabiliser et savoir ce que sont devenus les leaders étudiants des années 60.

Au Yucatan le secteur étudiant le moins en retrait politiquement, pour des raisons évidentes, est celui de la Faculté d'Anthropologie, même si commencent à apparaître des groupes d'étudiants intéressés par le Ciné Club, les conférences, les cercles d'études, et plus concernés par des événements à caractère universitaire ou de politique sociale. Ce sont peut-être les seuls à ne pas profiter des subsides et prébendes que des fonctionnaires du gouvernement et de l'UADY distribuent pour corrompre – bien qu'il convienne de rappeler que les étudiants de la Faculté de Médecine, d'une part, et ceux de la Faculté de Chimie d'autre part, ont exposé des revendications il y a quelques années et ont bloqué leur facultés pour obtenir satisfaction, et y sont, semble-t-il parvenus à moitié. Il convient tout autant à l'UADY qu'à la société yucatèque que les étudiants sortent de leur parcours avec une formation complète. Qu'ils connaissent bien leur métier, mais plus important encore, qu'ils possèdent une profonde connaissance du contexte économique et social dans lequel ils évoluent. Il est nécessaire qu'ils comprennent qu'au-delà de toute profession il y a l'humanisation de la société dans laquelle ils vivent et des relations qu'ils tissent. Dans le cas contraire, on continuera à former des professionnels indifférents à ce qui se produit autour d'eux tout occupés qu'ils sont par leurs propres intérêts.

Traduit de l'espagnol par Anne-Claire Gilson

Bibliographie

- González de Alba, Luis. *Los días y los años*. Era. 1973
Monsiváis, Carlos. *Días de guardar*. Era. 1976
Poniatowka, Elena. *La noche de Tlatelolco*. Era. 1975
Ramírez, Ramón. *El movimiento estudiantil*. Era. 1977
Revueltas, José. *México 68*. Era. 1976
Zermeño, Sergio. *México: una democracia utópica*. Siglo XXI. 1977

Films

Rojo amanecer, El grito, Canoa y El bulto

Revues

¿Por qué?, Proceso, Nexos

Journaux

Excélsior, El Día, Diario de Yucatán, Novedades de Yucatán, Diario del Sureste y La Jornada

Autres travaux de l'auteur

- La Universidad de Yucatán*. Ed. Autogestión. Yucatán 1994
Educación Pública: México y Yucatán. Universidad Autónoma de Yucatán. 1993
Los cordeleros 1933-1983. Ed. SCY-UDY. Yucatán 1984 (primera edición 1981)
La política en Yucatán en el siglo XX. Maldonado Editores. Yucatán 1985
Reseña histórica de las haciendas henequeneras. UADY-Escala Bogotá 199
Los ferrocarrileros: un siglo de historia. FAUADY 1998
Plusieurs opuscules sur des partis politiques, les maçons, les mouvements ouvriers.